

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis entrepreneurs,

L'année dernière, j'étais monté sur scène accompagné par les riffs de la guitare de Johnny Rotten des Sex Pistols pour illustrer le thème de la REF : « Nos futurs ».

Cette année, j'ai choisi « I will survive » de Gloria Gaynor pour le titre mais aussi car il nous rappelle les moments heureux de la coupe du monde 1998. Car je viens vous livrer un message optimiste, un message d'espoir.

C'est Malraux qui disait « *un monde sans espoir est un monde irrespirable* ».

Sans mauvais jeu de mot, et sans parallèle avec les masques, l'atmosphère est parfois irrespirable.

Irrespirable, car le catastrophisme devient la nouvelle mode.

Irrespirable, quand les économistes de tous bords ne nous prédisent que des défaillances d'entreprises et du chômage de masse.

Pour être optimiste aujourd'hui, il en faut du courage !

Comme disait Gramsci il faut allier le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté

Cher amis, bienvenue à la REF !

Bienvenue à la Renaissance des Entreprises de France !

Après des mois de visioconférences, de Zoom, de Teams, de Jitsi, de Tixeo et j'en passe, avec parfois des utilisateurs qui oubliaient de se mettre sur mute, je suis vraiment heureux de vous retrouver toutes et tous, « pour de vrai ».

Cet évènement, j'ai tenu à le maintenir. Et à le maintenir en présentiel. Car après l'épreuve que nous avons traversée, je pense qu'il fallait envoyer un message fort. Un message d'entrepreneur, une marque de confiance dans l'avenir.

Venir à Longchamp aujourd'hui, c'est d'abord envoyer un message de soutien aux secteurs de l'événementiel, de la restauration, de l'hôtellerie, à leurs fournisseurs... Et au-delà, à tous ceux qui ont été et sont encore durement impactés par cette crise.

Venir à Longchamp aujourd'hui, c'est aussi envoyer un message à nos salariés et à nos concitoyens : Oui le COVID 19 est là ! Mais on peut et on doit continuer à se réunir, à consommer, à produire... bref à vivre malgré le COVID. Avec les précautions nécessaires, avec les gestes barrières, avec les masques que vous portez tous aujourd'hui et je vous en remercie.

Un mot sur le port du masque en entreprise : nous ne contestons évidemment pas la nécessité sanitaire de cette décision, car tout est préférable au reconfinement. Mais, nous en avons parlé dimanche, l'annonce a été un peu brutale. Nous attendons donc après l'avis du haut conseil pour la santé publique, un nouveau protocole sanitaire qui laisse un peu plus de souplesse aux entreprises en prenant en compte leur taille et les spécificités de chaque métier.

Merci à vous tous, merci à tous les adhérents du MEDEF présents cet après-midi.

Malgré le COVID vous êtes venus plus nombreux que l'année dernière : c'est la preuve de votre envie de faire renaître l'économie.

Merci aussi à vous, Monsieur le Premier ministre, pour votre présence aujourd'hui. Je vous avais invité alors que vous n'étiez pas encore chef du Gouvernement et plus en charge du déconfinement. Et vous aviez accepté.

Aujourd'hui, malgré une actualité très chargée, vous avez tenu parole et vous avez choisi de faire votre rentrée au MEDEF. Je ne sais pas si tenir ses engagements, c'est ça la « méthode CASTEX », mais en tous cas je vous en remercie.

Vous savez que j'aime bien les citations. J'en ai trouvé une qui définit assez bien ce que nous avons vécu :

« L'arrivée de l'imprévisible était prévisible, mais pas sa nature » écrit Edgar Morin avant d'ajouter : *« attends-toi à l'inattendu »*. Et c'est exactement ce qui s'est passé avec cette crise. Une crise qui nous appelle à la plus grande humilité.

En temps normal, vous le savez mieux que quiconque, l'entrepreneur c'est celui qui aime prévoir, se projeter, anticiper.

Eh bien avec cette crise, c'était impossible.

Aujourd'hui, tout ce que nous savons c'est que nous ne savons pas. Tout simplement car ce n'est pas une crise traditionnelle du capitalisme. Une crise du capitalisme, depuis les tulipes d'Amsterdam, c'est toujours une crise de spéculation.

Cette crise ne ressemble à aucune autre. Cette fois, c'est l'Etat qui nous a demandé de fermer... pour de bonnes raisons. Certes... Car la santé passe avant tout. Et c'est pourquoi il était aussi légitime de lui demander de nous aider à repartir.

Et reconnaissons que le Gouvernement a été à la hauteur ! Il faut rendre à César ce qui appartient à César.

En mettant en place très rapidement le triptyque chômage partiel, PGE et fonds de solidarité, le Gouvernement a permis d'éviter des dizaines de milliers de défaillances d'entreprises et ainsi préserver des centaines de milliers d'emplois.

Je voudrais aussi saluer, une fois n'est pas coutume, la réactivité de l'administration dans le déploiement de ces mesures. Dès la troisième semaine d'avril, les premiers remboursements du chômage partiel étaient sur le compte en banque des entreprises. Mais aussi celle de nos amis banquiers qui ont réussi à mettre en place près 560 000 PGE en 3 mois.

Mais il faut le dire, rien n'aurait été possible sans la solidarité européenne. Car oui, face à cette crise, l'Europe a été à la hauteur de la situation. Certes, comme toujours, dans la douleur, et dans les difficultés ! Mais le plan de relance signé le 21 juillet dernier par les 27 a été un signal très fort.

Un signal fort à l'échelle de l'Europe bien évidemment, mais aussi un signal fort concernant l'axe franco-allemand. Nous avons bien vu que ce plan de relance, c'est la France et l'Allemagne qui ont bataillé pour l'imposer. Le MEDEF y a également joué un rôle important en signant dès le mois de juin, avec le patronat italien et allemand, un appel à une mutualisation du plan de relance au niveau européen. Et cet appel Madame Merkel l'a entendu et a su forcer sa majorité et son opinion publique ! Après ce qui s'est passé dimanche soir je ne vais pas vous demander d'applaudir les allemands, mais je crois que nous pouvons dire : Vielen dank Frau Merkel !

Mais cette crise, elle a aussi révélé l'extraordinaire réactivité des entrepreneurs de France. Les entrepreneurs ne sont pas restés les bras croisés à attendre que ça passe !

5 millions de salariés ont été mis en télétravail, parfois dans la difficulté certes, mais au final avec efficacité.

Un certain nombre d'entreprises ont même repensé leur activité pour participer à l'effort général : production de gel, de masques, de blouses et de visières, de respirateurs.

Et surtout malgré les contraintes sanitaires parfois tatillonnes, elles ont repris l'activité avec détermination dès que cela a été possible.

Nos salariés ensuite : ceux de la première ligne d'abord qui ont été fidèles au poste et qui ont assuré sans relâche l'alimentation, les besoins énergétiques, le transport ou les soins des français. Et plus largement, l'ensemble de nos collaborateurs qui ont repris le travail parfois dans des conditions difficiles.

D'ailleurs l'image des entreprises sort renforcée de cette crise. Que ce soit auprès de nos salariés, ou de nos compatriotes en général, les sondages montrent que les français nous font largement confiance : dans une étude BVA menée en juin, 90% des français affirmaient avoir confiance dans les PME et la confiance dans les grandes entreprises a elle gagné 13 points en 1 an.

Et pour faire face à la crise, nos entreprises ont pu aussi compter sur le MEDEF. Nous avons intensément travaillé avec Bercy sur le PGE et le fonds de solidarité en obtenant notamment l'intégration des entreprises mal notées dans le dispositif.

Nous avons obtenu un dispositif de chômage partiel puissant et rapidement mis en place. Avec nos amis de l'UIMM nous avons lancé l'idée, reprise ensuite par le Gouvernement, de l'activité partielle de longue durée inspiré du « kurzarbeit » allemand.

Nous nous sommes aussi battus pour chacun de vos secteurs : par exemple pour les secteurs du tourisme et certains secteurs liés, nous avons obtenu le report puis l'annulation des charges fiscales et sociales et le dialogue continue pour allonger la liste des activités annexes à ces secteurs. Et nous avons également tout fait pour clarifier

la responsabilité pénale du chef d'entreprise, un sujet hautement sensible pour nous tous.

Au-delà de l'action du MEDEF national, les entreprises ont aussi pu compter sur la grande famille du MEDEF : les MEDEF Régionaux, les MEDEF Territoriaux, les Fédérations professionnelles et aussi MEDEF International. Vous tous chers amis, avez joué un rôle clef dans cette crise, en étant au plus proche des adhérents et en réaffirmant votre rôle d'interlocuteurs privilégiés pour nos entreprises.

J'en profite pour remercier toutes les équipes de l'avenue Bosquet qui ont fait un travail formidable, et tous les collaborateurs des fédérations et des Medef territoriaux et régionaux.

Mais aussi tous les élus dont je salue l'action et l'engagement sans faille : Patrick Martin bien évidemment le président délégué, les vice-présidents, Dominique Carlac'h, Fabrice Le Saché, Jean-Luc Monteil, et tous les membres du Conseil exécutif du MEDEF.

Oui mes amis, nous avons fait bloc. Ou plutôt un pack. Un pack efficace dont la voix a porté.

Mais nous avons aussi « pris notre risque » pour reprendre une expression chère au Président de la République. Dès le mois d'avril j'avais appelé à reprendre l'activité rapidement et demandé une accélération du déconfinement. Et nous avons pu déconfiner dès le 11 mai. Je remercie le Gouvernement.

J'ai aussi ouvert le débat sur le temps de travail au niveau de l'entreprise. « Travailler plus », que n'avais-je pas dit au pays des 35H ! Indécence a-t-on entendu à gauche mais aussi à droite et dans certains médias.

Depuis j'ai cru entendre certains responsables politiques, et pas des moindres, parler de « travailler davantage ». Je le redis très simplement ici : la richesse d'un pays c'est la quantité de travail par individu multipliée par le nombre de gens qui travaillent.

Tout le reste n'est que de l'idéologie.

Ce débat sur le « travailler davantage » nous devons l'avoir de nouveau, Monsieur le Premier ministre, dans le cadre du dialogue social sur les retraites. Pas maintenant c'est certain, la priorité c'est la relance, mais pas non plus en 2022.

A propos de dialogue social, on dit souvent qu'il ne fonctionne pas en France. Nous avons pourtant vécu un moment très intense de dialogue social, que ce soit au niveau des entreprises ou au niveau national !

Le 30 avril, nous avons signé un appel à la reprise du travail avec la CFDT et la CFTC. Le fait que les deux principaux partenaires sociaux du pays donnent le signal de la reprise du travail a, je le crois, exercé une forte influence, à la fois sur le Gouvernement, mais aussi dans les entreprises.

Je tiens à saluer ici l'esprit de responsabilité des syndicats réformistes : ils ont été pour cela menacés et caricaturés sur les réseaux sociaux, parfois malmenés. Malgré tout, près de 7000 accords de reprise du travail ont été signés dans tout le pays.

Depuis 20 ans, jamais le dialogue social n'a été aussi intense dans notre pays ! C'est pour cela monsieur le Premier ministre que nous saluons le nouvel état d'esprit que vous avez affiché vis-à-vis des partenaires sociaux. Je vous le dis sans arrogance : saisissez la chance d'historique d'avoir des interlocuteurs prêts à construire ou à reconstruire ensemble.

Voilà pour le bilan des 6 derniers mois. Mais évidemment l'objectif de ces 2 jours, chers amis, c'est de parler de la renaissance des entreprises de France dans ce qu'il est convenu d'appeler le monde d'après.

Même si je n'aime pas beaucoup cette expression « le monde d'après ». D'abord parce qu'elle fait table rase du passé ce qui n'est jamais bon. Et surtout parce qu'elle passe sous silence le « monde de

maintenant », celui dans lequel nous sommes, celui où nous apprenons à vivre avec ce virus.

Dans quel « monde de maintenant » allons-nous évoluer et quel est le rôle que doivent y jouer les entreprises ?

Je voudrais essayer de traiter les 2 grands sujets qui ont émergé de cette crise. D'un côté, la mondialisation, et de l'autre, le rapport entre croissance et écologie.

La mondialisation d'abord. A cette même tribune, je vous disais l'an dernier que la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ne faisait que commencer. Je vous disais que nous allions vers une compétition des modèles d'économie et de système politique entre 3 grands blocs : le modèle anglo-saxon, le modèle chinois et ce que nous essayons d'imaginer à 27, le modèle européen. Sans oublier l'Afrique qui emprunte sa propre voie, le président du Sénégal viendra nous en parler demain.

Force est de constater que la crise n'a pas amélioré les choses, elle a plutôt accéléré le processus : la tentation du protectionnisme s'est exacerbée, le recul de la démocratie a continué.

Je vous disais l'an dernier que le temps de la mondialisation heureuse était terminé. On peut aujourd'hui se demander si nous ne sommes pas rentrés dans celui de la démondialisation malheureuse.

Mais le bon côté des choses, c'est que cette crise a sonné le réveil de l'Europe et nous a amené à nous poser un certain nombre de questions en matière de souveraineté et de réindustrialisation.

En particulier sur les questions de recherche et de production au sens large, par exemple celle de médicaments.

On a entendu de part et d'autre de l'échiquier politique qu'il fallait relocaliser au plus vite notre production. Mais là encore il faut aller au-delà des incantations. Il faut ouvrir le capot et mettre les mains dans le moteur.

Quand il faut se faire le défenseur de la relocalisation, tout le monde est partant. Mais lorsqu'il faut accueillir une usine sur son territoire, ou demander au consommateur de payer plus cher le produit final, là il y a nettement moins de monde. Produire en France, produire en Europe a un coût, et ce coût doit se traduire sur toute la chaîne de valeur.

Mais la souveraineté ce n'est pas uniquement une question de relocalisations. La souveraineté, c'est par exemple la question des données et par extension celle des géants du numérique et des monopoles mondiaux qui sont en train de se créer.

Sur ces sujets, vous le savez, comme sur d'autres, le MEDEF a évolué : j'ai créé après mon élection un Comité Souveraineté.

La souveraineté ça n'est pas, ça n'est plus un gros mot au MEDEF. Mais la souveraineté, chers amis, ce n'est pas l'opposé du libre-échange. Ça n'est pas un retour à un protectionnisme étroit et de toute façon impossible. N'oublions pas ce que le libre-échange a permis de faire reculer la pauvreté dans le monde !

Ce que nous voulons, c'est en réalité le juste échange. C'est-à-dire la possibilité pour les entrepreneurs d'exercer leur talent avec des règles équitables à travers les frontières : des règles équitables en matière de droits de douane bien sûr, mais aussi de fiscalité, de droit des affaires, de propriété intellectuelle, de normes environnementales, et de respect des droits humains.

Un mot maintenant sur l'autre grand thème qui a émergé de cette crise : comment concilier croissance et écologie ? Travailler, produire, voyager, consommer, vivre tout simplement, c'est émettre du CO₂, c'est contribuer au réchauffement de la planète et à la perte de biodiversité. Le confinement nous a montré par l'absurde, qu'il était possible momentanément de stopper ce réchauffement en arrêtant l'économie. Mais nous avons tous compris que c'était la solution pour mourir guéris.

Comme vous je me suis réjoui de voir des chevreuils gambader dans nos villes ou d'admirer Paris sans embouteillage. Mais la décroissance n'est pas une option ! Ni pour nous bien sûr les entrepreneurs, mais pas non plus pour la très grande majorité de nos concitoyens.

Il nous faut donc inventer ensemble un nouveau modèle de croissance. Pour le MEDEF c'est notre nouvelle raison d'être, c'est la croissance responsable. C'est celle qui réconcilie les attentes de nos concitoyens avec la lutte contre le réchauffement climatique.

Comment ? Tout d'abord en faisant confiance à la technologie. Dans toutes les filières, la technologie existe pour produire autant en réduisant massivement l'empreinte carbone. Il y a évidemment encore des problèmes : des problèmes de coûts, des problèmes d'efficacité, des problèmes de normes ... mais les entreprises sont prêtes à s'engager. Pour cela il faut aussi, c'est le deuxième impératif, un signal prix. Un signal prix significatif, un signal prix prévisible, un signal prix au niveau européen. C'est pour cela que depuis 2 ans nous soutenons la taxe carbone aux frontières : produire moins carboné coûte généralement plus cher, il faut donc là aussi que la compétition soit équitable. Pour inventer cette nouvelle croissance, il faut aussi accepter des compromis de part et d'autre et sortir de l'idéologie. C'est d'abord valable pour nous, les entrepreneurs, mais c'est valable aussi pour les autres parties prenantes.

J'ai vu que certains parlaient des « ayatollahs de l'écologie ». Moi je préfère parler des utopistes : Thomas More qui a inventé le terme, définit l'utopie comme la représentation de la société idéale. Il faut des utopistes, car ils font progresser la société. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons engagé depuis deux ans un dialogue avec les principales ONG climatiques. La présidente de Greenpeace monde devait être notre invitée demain. Cet après-midi, les Medef régionaux sont invités à rencontrer leurs homologues de 3 ONG majeures : WWF, la LPO et France Nature Environnement. Nous ne lutterons efficacement contre le réchauffement climatique qu'en acceptant de se faire confiance entre ONG et entrepreneurs.

De même, sur le sujet du télétravail, il faut faire confiance aux entrepreneurs. Il est évident que le télétravail va se développer. Mais dire que les entreprises vont à l'avenir fonctionner à 100% en télétravail, c'est remettre en cause une partie de leur mission, le lien social dont elles sont garantes, le supplément d'âme qu'elles insufflent et que le télétravail ne pourra jamais totalement fournir. J'ai pris avant l'été, l'initiative de lancer un bilan avec les syndicats : à l'issue nous verrons ce qu'il convient de faire pour aider nos entreprises à mieux s'adapter à ces évolutions.

Vous le voyez chers amis nous sommes face à de très nombreux défis : vivre avec la pandémie bien sûr, trouver notre place en tant qu'européens dans cette guerre des modèles, retrouver notre souveraineté sans tomber dans le protectionnisme, concilier croissance et écologie.

Mais le plus grand défi chers amis, c'est celui de relancer la machine économique, c'est celui de la renaissance des entreprises de France. Et c'est pour ça que nous attendons avec impatience votre intervention monsieur le Premier ministre, car le plan de relance est

primordial pour nos entreprises. Nous avons bien compris que l'annonce officielle n'est prévue que pour la semaine prochaine, mais cela nous permet de vous dire ce que nous attendons.

Ce que nous attendons de votre Gouvernement, c'est d'abord de la confiance et de la stabilité. L'économie de marché, c'est d'abord l'économie de la confiance. Depuis 3 ans, une politique favorable à l'emploi et à l'investissement a été menée. Menée avec succès.

Les résultats étaient là, juste avant la pandémie, que ce soit en matière de croissance ou d'emploi. Maintenir ce cap est indispensable ! Et c'est pourquoi nous saluons la confirmation de la baisse de l'impôt sur les sociétés l'année prochaine. C'est d'ailleurs un bon exemple de ce que nous demandons à l'Etat. Car il s'agit de rejoindre en 2022 la moyenne européenne. Nous ne demandons pas que la France devienne un paradis fiscal. Juste de nous battre à armes égales. C'est pourquoi nous attendons aussi une baisse significative des impôts de production. Là aussi il s'agit de se battre à armes égales avec nos concurrents proches. C'est aussi comme ça que nous pourrions réindustrialiser la France et reconquérir notre souveraineté.

Au-delà de ces mesures fiscales indispensables, le plan de relance doit nous permettre d'investir dans l'avenir : renforcer les fonds propres des entreprises pour prendre le relais du PGE, soutenir les filières clés et les nouvelles technologies, et surtout financer les investissements massifs nécessaires pour les transitions écologiques et digitales, en particulier dans les PME.

Certains commentateurs pendant le confinement m'ont reproché d'être devenu keynésien, au motif que je demandais trop à l'Etat. Je vais vous dire les choses très simplement : cette crise ne ressemble à aucune autre : toutes les théories académiques en « isme » ne serviront à rien, ou plutôt la seule à laquelle je crois c'est le pragmatisme.

Oui, mes amis, il était nécessaire d'être placés sous morphine au plus dur de la crise. Pourquoi ? D'abord, je l'ai dit parce que c'est l'Etat qui nous a demandé de cesser notre activité et que donc c'est à l'Etat de nous aider à repartir. Mais surtout parce que seul l'Etat, au niveau français et européen, peut mettre en œuvre les moyens collectifs face à l'ampleur d'une telle crise.

Mais maintenant, il est temps de retirer le cathéter et de se remettre debout. La Renaissance des entreprises françaises ne peut pas dépendre que du plan de relance annoncé la semaine prochaine.

Elle dépend aussi de vous, de votre énergie, de votre envie d'entreprendre au moment où peut être la raison et le pessimisme nous feraient temporiser.

Car ce qui nous motive, nous, entrepreneurs, c'est la liberté d'entreprendre. La prise de risque. L'audace. On ne devient pas entrepreneur pour être mis sous la tutelle de l'Etat.

Les aides de l'Etat ont été nécessaires. Mais elles ne doivent pas remettre en cause notre liberté fondamentale, celle d'entreprendre.

C'est pour ça mes amis que je vous le dis le pire n'est jamais certain, la renaissance des entreprises de France est aussi entre nos mains.

Il y a 60 ans cette année, John Kennedy était élu président des Etats-Unis. Alors mes amis, ne nous demandons pas seulement ce que le pays peut faire pour nous, demandons-nous aussi ce que nous pouvons faire pour le pays !

Avant de conclure j'aimerais vous dire un mot sur le Liban. C'est un pays que je connais un peu et qui est cher à mon cœur : la première fois que j'ai vu le port de Beyrouth c'était en 1985, c'était la nuit, j'étais sur un petit zodiac de la marine nationale et c'était la guerre civile. Bien sûr d'un strict point de vue économique le Liban est un petit marché. Mais l'enjeu est ailleurs. Le Liban est l'un des derniers pays du Moyen-Orient, démocratiques et multiconfessionnels. C'est une certaine idée du monde et de la civilisation qui se joue là-bas. Khalil

Gibran, un poète libanais, écrivait dans *Le sable de l'écume*, « Nul ne peut atteindre l'aube sans passer par le chemin de la nuit ». Ce chemin de la nuit à la lumière, la France et les entreprises françaises le feront au côté du peuple libanais et nous travaillons tous ensemble avec Medef International sur le projet de reconstruction du port de Beyrouth.

Chers amis, soyez-en sûrs, le MEDEF continuera d'être inlassablement un MEDEF de propositions guidé par sa raison d'être : *Agir ensemble pour une croissance responsable*. Mais il sera également, quand c'est nécessaire, un MEDEF de combat aux côtés des entreprises. A vos côtés ! Et cela vaut aussi bien quand tout va bien, que dans les moments difficiles comme celui que nous traversons.

Et je sais que vous, Présidents et DG de MEDEF territoriaux, vous Présidents et DG de fédérations, vous entrepreneurs, vous êtes animés par la même volonté. Le même sens du service à nos adhérents, aux entreprises.

Je sais que je peux compter sur vous !

Sur votre temps !

Sur votre formidable énergie !

Sur votre engagement bénévole, à vous les élus !

Mais aussi, j'ose le dire, sur votre patriotisme.

Vous connaissez la citation de Romain Gary : le nationalisme c'est la haine des autres.

Le patriotisme c'est l'amour des siens.

Ayons l'amour de la France !

Ayons l'envie d'entreprendre en France.

Vive l'entreprise et vive la France !